

E-GOUVERNANCE AU MAROC 2026:

PERSPECTIVES ET DÉFIS

E-Gouvernance au Maroc 2026: Perspectives et Défis. Sukhova D., Bianki P., Golovko N., HSE University Centre d'études africaines. – Moscou : HSE, 2026. – 30 p.

Cette publication examine le développement de l'e-gouvernement au Maroc, en retraçant son évolution depuis les premiers fondements stratégiques posés au milieu des années 2000 jusqu'à l'actuel agenda national de transformation numérique. L'étude met en évidence les principales étapes de cette trajectoire, notamment l'adoption de cadres stratégiques tels que Maroc Digital 2030, ainsi que les principales initiatives menées dans les domaines de l'identité numérique, de l'éducation, des systèmes de santé et des services G2B. Malgré des avancées notables en matière d'infrastructures de télécommunications et de préparation institutionnelle, le Maroc demeure confronté à plusieurs défis, parmi lesquels la fragmentation des plateformes de prestation de services, une interopérabilité encore limitée, des lacunes réglementaires en matière de cybersécurité et de protection des données, ainsi qu'un déficit de professionnels qualifiés. La publication met enfin en lumière les perspectives de développement de la gouvernance numérique au Maroc et de la coopération internationale dans le domaine de l'administration publique numérique.

Table des matières

Introduction	4
Engagement international	5
Classements	7
Régulateurs	8
Réglementations	9
Stratégies	10
Guichet unique pour l'accès aux services gouvernementaux	13
Identification et biométrie	16
e-Taxes	17
e-Justice	18
Éducation	19
Santé	20
Tourisme	21
Agriculture	21
e-Élections	22
Services G2B	23
Government Service Bus	26
Internet de l'environnement	26
Applications de l'IA	26
Défis et Perspectives	27
Opportunités de partage des savoirs	28

Introduction

Ces dernières années, le Maroc a enregistré des avancées importantes en matière de gouvernance électronique. De nombreuses initiatives visant à améliorer la prestation des services publics et à renforcer l'implication des citoyens par le biais des canaux numériques ont été lancées par les pouvoirs publics ainsi que par des acteurs du secteur privé.

Le processus de développement numérique au Maroc remonte à 1995, année où le pays a été connecté à Internet par l'Office national des postes et télécommunications (ONPT), établissement public. En 1996, l'initiative «Maroc compétitif» a été lancée afin de définir des orientations de développement dans les domaines de l'électronique et des technologies de l'information. L'année suivante, le Groupement des technologies de l'information (GTI) a été créé par le ministère de l'Industrie et du Commerce.

La loi n° 24-96, adoptée en 1997, a libéralisé le secteur des télécommunications, mis fin au monopole de l'ONPT et institué l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT)¹ en tant qu'autorité principale de régulation

En 1998, **Maroc Telecom**, initialement dénommée Itissalat Al-Maghrib (IAM), a été créée comme opérateur public de télécommunications. Par ailleurs, le plan quinquennal 1999-2003 a érigé les TIC en priorité nationale afin de soutenir le progrès économique, industriel et social. Une licence d'exploitation du deuxième réseau de téléphonie mobile du pays a alors été attribuée pour un montant d'un milliard de dollars.² En 1999, **Medi Telecom**, devenue Orange Maroc en 2016, a été créée avec la participation de la Caisse de dépôt et de gestion (CDG), qui détenait 8 % du capital, et du groupe

FinanceCom, holding marocain alors propriétaire de 20 %. Telefónica et Portugal Telecom détenaient chacune 30,5 % du capital.

Au tournant des années 2000, trois licences **VSAT**³ (terminal à très petite ouverture) nécessaires à l'exploitation de systèmes de communication par satellite, ont été attribuées pour la fourniture de services commerciaux fermés, sans recours au réseau public, à SpaceCom, dont les actionnaires comprenaient Wafa Investment, le Fonds méditerranéen pour l'investissement et le Bureau Yves Houssin et Bayard Participations, à Gulf Sat Maghreb, associant le ministère koweïtien des Communications et la société américaine Hughes Systems, ainsi qu'à Argos, entreprise comprenant une participation du groupe norvégien Telenor. Deux licences **GMPCS**⁴ (communications personnelles mobiles mondiales par satellite Global), utilisées pour les services satellitaires de voix, de données et d'Internet au moyen de terminaux mobiles, ont également été accordées à Orbcomm Maghreb, réunissant le groupe marocain MIFA, l'américain ORBCOMM, ASMA Invest Maroc-Arabie saoudite et Wafabank parmi ses actionnaires, ainsi qu'à la société américaine Global Star TESAM.⁵

En 2001, le gouvernement marocain a cédé 35 % du capital de Maroc Telecom à Vivendi Universal, groupe français des médias, pour un montant de 23,3 milliards de dirhams (2,3 milliards de dollars). En 2005, la part de Vivendi a été portée à 51 % à travers une opération de 12,4 milliards de dirhams, soit 1,4 milliard de dollars. La même année a été présenté le premier plan sectoriel spécifique, intitulé «**Stratégie e-Maroc: propositions pour une mise en œuvre opérationnelle**».

1 ANRT. Presentation. URL: <https://www.anrt.ma/en/a-propos/presentation?csr=8888250324461672948>

2 Centre National de Documentation. E-Morocco 2010 Strategy: Accomplishments, Perspectives & Action Plans -Towards building our information and knowledge society. URL: <http://www.abhatoo.net.ma/maalama-textuelle/developpement-economique-et-social/developpement-social/information-et-communication/politique-d-information/e-morocco-2010-strategy-accomplishments-perspectives-action-plans-towards-building-our-information-and-knowledge-society>

3 Very Small Aperture Terminal

4 Global Mobile Personal Communication by Satellite

5 ITU. Effective Regulation Case Study: Morocco 2001. URL: https://www.itu.int/ITU-D/treg/Case_Studies/effective-regulation/Maroc.pdf

Dans son discours prononcé lors du symposium «Le Maroc dans la société mondiale de l'information et du savoir», en avril 2001, le roi Mohammed VI a souligné l'importance stratégique des TIC: «La portée stratégique du secteur pour les nouvelles économies, conjuguée aux mutations profondes et rapides qui s'y opèrent, en prélude à l'émergence de la société du savoir et de la communication, nous impose un devoir de mise à niveau, permettant de doter notre pays de la capacité de maîtriser les nouvelles technologies de cette société, et d'exploiter, de façon optimale, les vastes possibilités qu'elles nous offrent».

En 2003, le Comité national e-Gov a été mis en place afin de superviser le processus de numérisation de l'administration publique. En 2005, la stratégie e-Maroc 2010, première vision stratégique de long terme dans ce domaine, a été élaborée.

Au cours des dernières décennies, la portée des services publics numériques s'est fortement élargie. Les principaux ministères permettent désormais aux citoyens d'accéder à un nombre croissant de services en ligne. D'après le portail d'analyse web SimilarWeb⁶, parmi les sites gouvernementaux les plus visités figurent le portail du Registre social unifié⁷, avec 267,5 mille visites en février 2026, le portail national du ministère de la Justice⁸, avec 31,2 mille visites, et le portail des marchés publics⁹, avec 522,6 mille visites.

Parmi les sites les plus consultés figure également celui du ministère des Habous et des Affaires islamiques¹⁰, qui a enregistré 3,6 millions de visites en février 2026 et sert à la gestion des lieux de culte et des dons religieux. Le site de la Trésorerie générale du Royaume¹¹ comptabilise

1,1 million de visites et centralise les paiements fiscaux en ligne ainsi que l'accès aux avis d'imposition. Mahakim¹², l'interface numérique du ministère de la Justice, attire 681,3 mille visites et permet aux usagers d'effectuer des dépôts électroniques de demandes, de consulter les calendriers d'audience, la jurisprudence et la plateforme de demande de certificat de nationalité. La plateforme numérique de santé¹³ enregistre 421,4 mille visites et propose la prise de rendez-vous médicaux, l'accès aux carnets de vaccination électroniques ainsi que le suivi des campagnes de santé.

Engagement international

Le Maroc développe activement ses partenariats avec l'Union européenne et la Banque mondiale et participe à diverses initiatives et projets visant à soutenir la croissance de l'économie numérique. En 2023, le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé une troisième opération de financement à l'appui des politiques de développement (Development Policy Financing, DPF) d'un montant de 450 millions de dollars, afin de poursuivre le soutien à l'accès des particuliers et des entreprises aux services financiers et numériques au Maroc. En mars 2026, le gouvernement intensifie également ses efforts, en coordination avec la Banque mondiale, pour finaliser de nouveaux financements en faveur de plusieurs projets. Cela inclut notamment un prêt de 250 millions de dollars destiné au Programme d'accélération numérique du Maroc, dont l'approbation finale est attendue au plus tard en mai 2026.¹⁴

6 Similarweb LTD. Top Websites Ranking. URL: <https://www.similarweb.com/top-websites/>

7 Registre social unifié. URL: <https://www.rsu.ma/>

8 Portail national du ministère de la Justice. URL: <https://rnesm.justice.gov.ma/index.aspx>

9 Portail des marchés publics. URL: <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/?lang=fr>

10 Ministry of Habous and Religious Affairs. URL: <http://habous.gov.ma/>

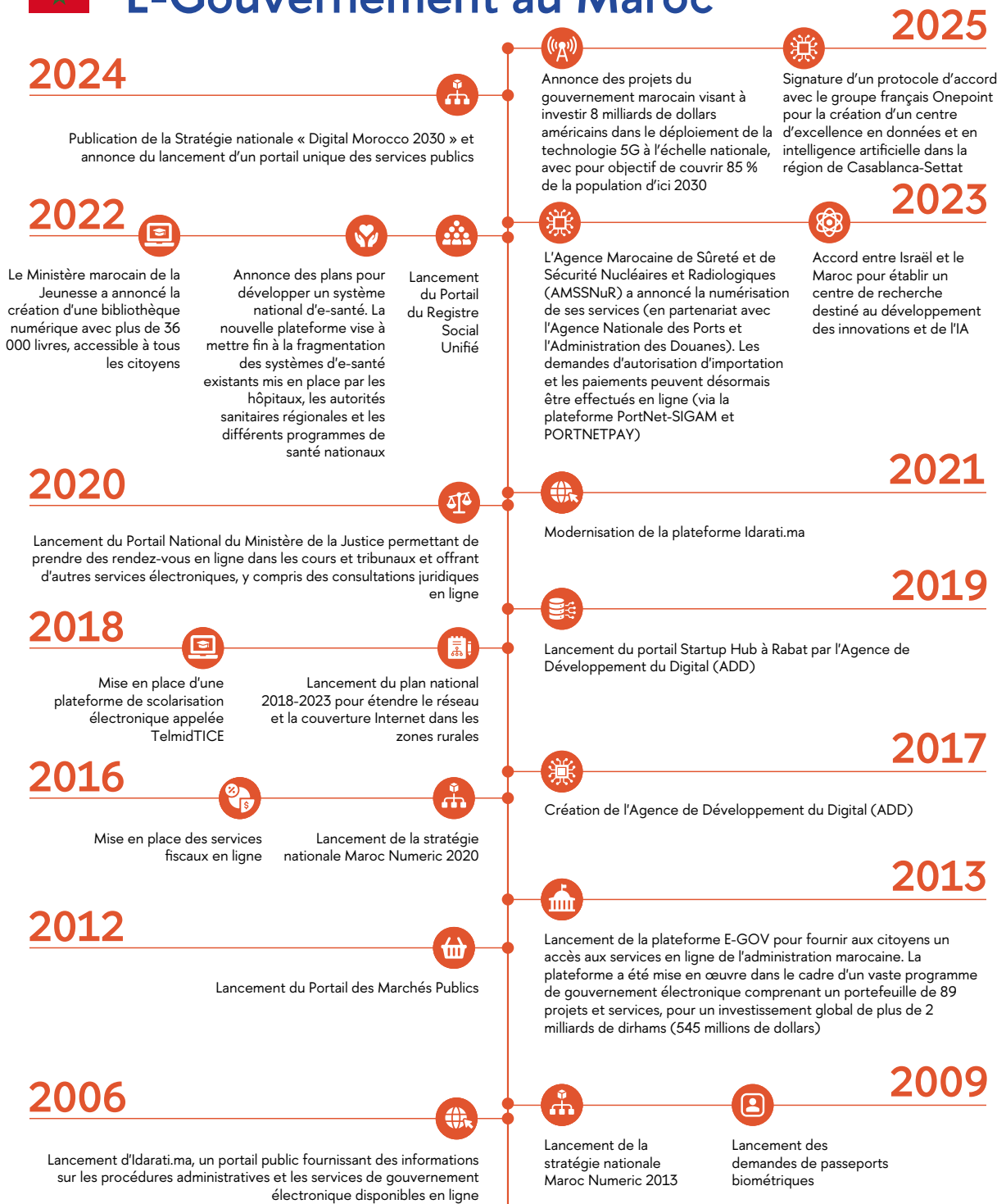
11 General Treasury of the Kingdom. URL: <https://www.tgr.gov.ma/wps/portal>

12 Mahakim. Ministry of Justice interface. URL: <http://mahakim.ma/>

13 Digital health platform. URL: <http://sante.gov.ma/>

14 Le Matin. Transformation digitale : la Banque mondiale sur le point d'approuver les 250 millions de dollars au Maroc. URL: <https://lematin.ma/economie/transformation-digitale-la-bm-sur-le-point-dapprouver-les-250-m-au-maroc/334102>

E-Gouvernement au Maroc





En septembre 2025, le Maroc a lancé son nouveau hub Digital for Sustainable Development (D4SD) à l'occasion d'un événement de haut niveau organisé en marge de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies¹⁵

Mis en place en partenariat avec le PNUD, ce hub vise à aider les pays de la région des États arabes et du continent africain à renforcer l'usage des infrastructures publiques numériques, de l'intelligence artificielle et de l'innovation, tout en approfondissant la coopération régionale et interrégionale au service des Objectifs de développement durable.¹⁵

Le Maroc entretient également une coopération étroite avec des entreprises étrangères. L'un des projets phares de la coopération maroco-chinoise est Mohammed VI Tangier Tech City, une ville intelligente planifiée sur un site de 200 hectares. En 2017, un premier accord de financement, d'un montant de 1 milliard de dollars, a été signé dans le cadre d'un projet dont l'investissement total attendu s'élevait à 10 milliards de dollars, avec des financements devant être apportés par le groupe chinois HAITE, Bank of Africa du groupe BMCE et le gouvernement marocain.¹⁶ Au fil de l'avancement du projet, la liste des investisseurs et des entreprises chargées de sa mise en œuvre a évolué et s'est élargie. Selon le plan révisé adopté

en 2025, l'achèvement du projet est désormais prévu pour 2031.

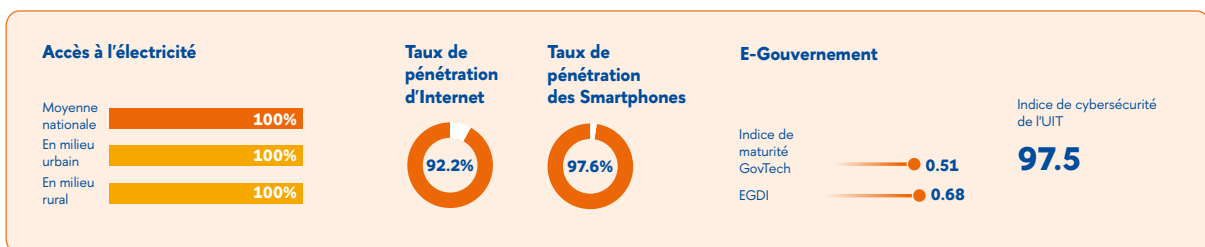
Parmi les partenaires européens du Maroc, le ministère de la Transition numérique a signé en septembre 2025 un protocole d'accord de coopération avec

l'entreprise française Mistral AI.¹⁷ De son côté, Barid Al Maghrib, l'opérateur postal national, s'est associé à l'entreprise technologique espagnole Lleida.net, qui fournit la technologie centrale de son service de signature électronique Barid eSign.¹⁸

Classements

En 2024, le Maroc occupait la 90e place dans l'enquête des Nations unies sur le développement de l'e-gouvernement, contre la 101e place en 2022, avec un indice EGDI (E-Government Development Index) de 0,68. Selon la mise à jour 2025 du GovTech Maturity Index de la Banque mondiale, le Maroc figure parmi les pays ayant rejoint le groupe de maturité significative (B), avec un GTMI (GovTech Maturity Index) de 0,51. L'indice des systèmes fondamentaux de l'État (Core Government Systems Index, CGSI) s'élevait à 0,61.

Dans l'édition 2025 du Network Readiness Index, qui évalue l'usage et l'impact des technologies de l'information et de la communication dans



Source: préparé par le Centre d'Études Africaines de la HSE sur la base des données de la Banque mondiale et de l'UIT.

15 UNDP. In partnership with UNDP, the Kingdom of Morocco launches a new facility to help accelerate digital transformation in the Arab States region and Africa. URL: <https://www.undp.org/arab-states/press-releases/partnership-undp-kingdom-morocco-launches-new-facility-help-accelerate-digital-transformation-arab-states-region-and>

16 Aujourd'hui le Maroc. «Cité Mohammed VI Tanger Tech»: Une ville intelligente à 10 milliards de dollars. URL: <https://aujourd'hui.ma/economie/cite-mohammed-vi-tanger-tech-une-ville-intelligente-a-10-milliards-de-dollars#respond>

17 TechAfrica News. Morocco Signs Strategic AI Partnership with France's Mistral AI. URL: <https://techafricanews.com/2025/09/12/morocco-signs-strategic-ai-partnership-with-frances-mistral-ai/>

18 Lleida.net investors. Lleida.net will provide electronic signature technology to Morocco's national postal service. URL: <https://investors.lleida.net/en/press?prid=2511>

les économies du monde, le Maroc se classe au 73^e rang sur 127 économies. Il occupe ainsi la 6^e place parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et la 7^e place dans la région des États arabes.

Selon l'étude «Data Storage Architecture for E-Government Interoperability: The Morocco Case» de Benaddi et al. (2023), seuls 23 % des services publics électroniques nationaux sont entièrement numérisés, ce qui correspond à un niveau élevé de maturité, tandis que 60 % demeurent purement informationnels, traduisant un faible niveau de maturité. L'évaluation détaillée montre en outre que les services électroniques dépendants sont ceux qui obtiennent les résultats les plus faibles, en particulier ceux dont le fonctionnement, y compris l'échange de données et le traitement des transactions, repose directement sur l'interaction avec d'autres organismes publics, qu'ils soient internes ou externes.

Régulateurs

Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration

Le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration¹⁹ au Maroc constitue l'un des principaux acteurs publics chargés de faire avancer la transformation numérique du pays et d'améliorer l'efficacité de l'administration publique. Ses fonctions essentielles comprennent la numérisation des services publics, avec une attention particulière portée à l'accessibilité des services numériques pour les citoyens, les entreprises et les échanges interadministratifs. Le ministère supervise également la mise en œuvre de la stratégie « Maroc Digital 2030 », destinée à améliorer les services d'e-gouvernement et à renforcer les infrastructures numériques.

Par ailleurs, il œuvre à la simplification des procédures administratives par des moyens numériques afin d'accroître la transparence de l'action publique et d'améliorer l'efficacité globale des services publics.

Agence de développement du digital

L'Agence de développement du digital (ADD)²⁰, créée en 2017 en vertu de la loi n° 61.16, est un établissement public placé sous la tutelle du ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration. L'ADD est davantage orientée vers les dimensions techniques de la transformation numérique, notamment le développement des infrastructures numériques, le soutien aux start-up, le pilotage des projets digitaux et le renforcement de l'innovation technologique. Elle constitue l'organe de mise en œuvre d'un grand nombre d'initiatives stratégiques portées par le ministère.

Agence nationale de réglementation des télécommunications

L'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT)²¹ au Maroc est un organisme public placé sous la supervision du Chef du gouvernement. Créée en 1998, l'ANRT est chargée de réguler le secteur des télécommunications, de garantir une concurrence équitable et de favoriser le développement des infrastructures numériques. Ses principales missions consistent à gérer l'attribution des fréquences radioélectriques et des puissances d'émission, à délivrer les licences aux opérateurs de télécommunications et à veiller au respect du cadre réglementaire. L'ANRT œuvre également à la protection des usagers en veillant à la qualité et à l'accessibilité financière des services proposés sur le marché des télécommunications, et intervient dans le règlement des différends entre opérateurs.

¹⁹ Ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration. URL: <https://www.mmmp.gov.ma/fr>

²⁰ Agence de développement du digital. URL: <https://www.add.gov.ma/presentation-de-ladd>

²¹ Agence nationale de réglementation des télécommunications. URL: <https://www.anrt.ma/>



Régulateurs du secteur des TIC

Maroc



Direction générale de la sécurité des systèmes d'information

La Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI)²² au Maroc est chargée d'assurer la sécurité des systèmes d'information du pays, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Elle élabore et met en œuvre les politiques et stratégies nationales en matière de cybersécurité, veille au respect des normes de sécurité et supervise la sécurité des infrastructures numériques. La DGSSI a été créée par le décret n° 2-11-509 du 21 septembre 2011. Elle opère sous l'autorité de l'Administration de la défense nationale du Royaume du Maroc. La DGSSI coordonne les réponses aux incidents de cybersécurité, contribue à la protection des infrastructures critiques nationales et promeut une culture de la cybersécurité à travers des actions de formation et des ressources dédiées. Elle collabore également avec des organisations nationales et internationales afin de partager des informations sur les menaces et les bonnes pratiques, soutient la recherche et le développement en cybersécurité et contribue à l'élaboration des cadres juridiques relatifs à la protection des données et à la

sécurité numérique. En outre, la DGSSI participe à la prévention et à l'investigation de la cybercriminalité, contribuant ainsi à la résilience et à la sécurité des systèmes d'information du Maroc.

Réglementations

Loi sur la cybersécurité et cybercriminalité

Promulguée le 25 juillet 2020, la loi n° 05-20 relative à la cybersécurité²³ établit un cadre juridique visant à renforcer la sécurité des systèmes d'information des entités publiques. Elle définit les règles et les mesures de sécurité applicables afin de garantir la résilience de ces systèmes.

Loi sur la protection des données personnelles

La loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel²⁴, promulguée le 18 février

²² Direction générale de la sécurité des systèmes d'information. URL: <https://www.dgssi.gov.ma/en/dgssi>

²³ Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité. URL: <https://www.dgssi.gov.ma/en/loi-ndeg-0520-relative-la-cybersecurite#:~:text=This%20law%20aims%20to%20establish,of%20the%20state%2C%20and%20critical>

²⁴ Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel. URL: <https://www.dgssi.gov.ma/en/loi-09-08-relative-la-protection-des-personnes-physiques-legard-du-traitement-des>

2009, vise à protéger les individus contre les abus liés à l'utilisation de leurs données personnelles. Elle aligne le dispositif marocain de protection des données sur les standards internationaux et institue la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP).

Loi sur la Signature Électronique

Adoptée le 30 novembre 2007, la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques²⁵ fixe le régime applicable aux données juridiques échangées par voie électronique et reconnaît l'équivalence juridique entre les documents électroniques et les documents sur support papier. Elle définit également le cadre applicable aux prestataires de services de certification électronique, ainsi que les règles auxquelles ceux-ci et les titulaires de certificats électroniques doivent se conformer.

Réglementation sur l'Intelligence Artificielle

Le premier projet de loi encadrant l'intelligence artificielle, intitulé Digital X.0, est actuellement en cours d'élaboration afin d'établir un cadre juridique structuré pour l'usage de l'IA dans les secteurs public et privé au Maroc. En novembre 2025, le texte était en cours d'examen par le Secrétariat général du gouvernement.²⁶

Le projet met l'accent sur la gouvernance des données, l'identité numérique, l'interopérabilité fondée sur le consentement et la cybersécurité.

Cadre d'Interopérabilité

La loi n° 55-19 du 6 mars 2020²⁷ vise à simplifier les procédures administratives au Maroc, dans l'objectif

de renforcer la confiance entre l'administration et les usagers. Elle pose plusieurs principes généraux, parmi lesquels la transparence, la simplification, la fixation de délais maximaux de traitement des demandes et la promotion de la numérisation des services administratifs. En 2022, la Direction générale des impôts du Maroc s'est dotée d'un agent conversationnel, sous la forme d'un chatbot, dans le cadre de la diversification de ses canaux de communication et de la facilitation de ses interactions avec les usagers.

La Plateforme nationale d'interopérabilité, connue sous le nom de GISRE (Gestion intégrée et sécurisée des ressources de l'État)²⁸, repose sur une solution de gestion d'API et offre des fonctionnalités telles que l'accès sécurisé, le chiffrement des données échangées et l'audit des événements. Cette plateforme facilite l'interaction et l'échange de données entre les administrations et organismes publics et privés, contribuant ainsi à une amélioration de l'efficacité des services publics.

Stratégies

En 2005, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies, à travers le département des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'information, a présenté sa première stratégie numérique, **e-Maroc 2010**.²⁹ Parmi ses principaux axes figuraient la production de contenus, le développement des infrastructures, l'élargissement de l'accès à Internet, la formation et le renforcement des capacités humaines, ainsi que le développement de l'industrie des TIC et des téléservices.

Au cours de sa mise en œuvre, le nombre de sites web enregistrés sous le domaine «.ma» a fortement progressé, passant de 1 079 en 2000 à 22 000 en 2006. L'offre de services publics électroniques

25 Loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques. URL: <https://www.emsigner.com/Areas/Legality/Morocco#:~:text=53%2D05,refused%20for%20simply%20being%20electronic>.

26 We are tech. Africa. Le Maroc prépare la loi-cadre Digital X.0 pour encadrer l'usage de l'IA. URL: <https://www.wearotech.africa/fr/fils/actualites/tech/le-maroc-prepare-la-loi-cadre-digital-x-0-pour-encadrer-l-usage-de-l-ia#:~:text=Avec%20la%20loi%2Dcadre%20%C2%AB%20Digital,et%20promouvoir%20une%20innovation%20responsable>

27 Loi n° 55-19. URL: <https://aafir.ma/en/dgi-memorandum-16-04-2021-implementation-of-the-provisions-of-law-no-55-19-on-the-simplification-of-procedures-and-administrative-formalities/>

28 Gestion intégrée et sécurisée des ressources de l'État. URL: <https://gisre.gov.ma/>

29 Centre National de Documentation. E-Morocco 2010 Strategy: Accomplishments, Perspectives & Action Plans -Towards building our information and knowledge society. URL: <http://www.abhato.net.ma/maalama-textuelle/developpement-economique-et-social/developpement-social/information-et-communication/politique-d-information/e-morocco-2010-strategy-accomplishments-perspectives-action-plans-towards-building-our-information-and-knowledge-society>

s'est également élargie, atteignant 190 services en 2007, contre 5 en 2002. Le taux de pénétration d'Internet a lui aussi augmenté. En 2006, 6,2 millions de personnes, soit 20,3 % de la population, avaient accès à Internet, ce qui plaçait alors le Maroc au premier rang régional en matière d'accès au réseau.

Afin d'assurer la continuité de la dynamique engagée par la stratégie nationale précédente, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies a élaboré **Maroc Numeric 2013**, soit la Stratégie nationale pour la société de l'information et l'économie numérique 2009-2013.³⁰ Parmi les objectifs fixés figurait l'accroissement de l'usage des TIC, avec notamment l'ambition d'équiper 100 % des établissements scolaires en matériel d'ici 2013, contre 20 % en 2008, et de faire passer l'accès à Internet dans les ménages de un sur dix en 2008 à un sur trois en 2013. En matière d'e-gouvernement, la stratégie visait à porter le nombre de services en ligne orientés vers les usagers de 16 à 89.

Afin de donner une nouvelle impulsion au développement de l'économie numérique, une nouvelle vision, **plan Maroc Digital 2020**, a été élaborée en 2016. Elle visait principalement à accélérer la transformation numérique du Maroc et à renforcer le rôle du pays comme hub numérique régional. La stratégie fixait pour objectif la fourniture de 50 % des services publics par voie électronique. Parmi les priorités du plan figuraient la numérisation des marchés publics, l'émergence de nouveaux modèles économiques dans les secteurs de la santé, du commerce et de la finance grâce aux nouvelles technologies, ainsi que le positionnement du Maroc comme principal hub numérique de l'Afrique de l'Ouest et comme plateforme offshore à destination du marché européen. Selon la Banque mondiale, son financement à l'appui des politiques de développement en faveur de l'inclusion financière et du développement de l'économie numérique constituait, aux yeux des autorités, un

levier central de mise en œuvre de cette stratégie. Ce financement s'élevait à 700 millions de dollars et couvrait la période 2018-2020.³¹

Afin de garantir la mise en œuvre effective de ces stratégies, le pays a lancé un **Plan national pour le développement du haut et très haut débit (PNHD)**, destiné à étendre le réseau Internet et sa couverture dans les zones rurales. La première phase, couvrant la période 2018-2024, a permis d'atteindre un taux de couverture nationale de 99 %. La deuxième phase devait s'achever en 2026 et étendre la couverture 5G, via des technologies satellitaires, à 1 800 zones rurales. Les habitants des zones non couvertes par les réseaux terrestres devaient bénéficier d'une aide financière de 2 500 dirhams par abonnement (243 dollars). À l'horizon 2026, le gouvernement visait également le raccordement de 6 300 sites administratifs publics à la fibre optique. Le plan prévoit, à terme, une couverture en fibre optique de 5,6 millions de ménages d'ici 2030.³²

Maroc Digital 2030

À l'issue de la stratégie précédente, le ministère marocain de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration a adopté en 2024 une nouvelle stratégie intitulée «Maroc Digital 2030».³³ Cette stratégie a le statut d'initiative nationale en cours de mise en œuvre. Elle vise notamment à mobiliser le numérique pour faire émerger de nouveaux modes de production et de consommation, capables de créer davantage d'emplois et d'attirer plus d'investissements. Elle insiste sur la nécessité de mobiliser des ressources financières et humaines afin de répondre aux défis existants et de développer des solutions numériques adaptées aux contextes africains. Elle entend également améliorer l'accès des citoyens aux services grâce aux technologies de l'information, en réduisant le besoin d'interactions directes avec les administrations publiques.

30 Ministry of Industry, Trade and New Technologies. Digital Morocco 2013. URL: https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/National_Strategies_Repository/Morocco_2013_Maroc_CyberSecurity_2013_ENG.pdf

31 The World Bank. Financial Inclusion and Digital Economy DPF (P168587). URL: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/439771641854684690/pdf/Morocco-Financial-Inclusion-and-Digital-Economy-Project.pdf>

32 SAMENA Council. Morocco announces ambitious 5G rollout plans ahead of 2025 AFCON and 2030 FIFA World Cup. URL: https://www.samenacouncil.org/samena_daily_news?news=103998

33 Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication. Stratégie Nationale "Digital Morocco 2030". URL: <https://www.maroc.ma/fr/strategies-politiques-publiques/maroc-digital-2030>

Les principaux objectifs de la stratégie sont la numérisation des services publics, l'amélioration du positionnement du pays dans l'indice EGDI des Nations unies, avec un passage de la 113e à la 50e place, ainsi que le renforcement de l'économie numérique par la création de 240 000 emplois et une contribution de 100 milliards de dirhams au PIB national (10,6 milliards de dollars) d'ici 2030

Pour atteindre ces objectifs stratégiques, des cibles précises sont définies autour de deux axes et de trois catalyseurs de développement. Le premier axe, consacré au développement des services d'e-gouvernement, vise à améliorer le rang du pays dans l'Online Services Index (OSI) de l'enquête EGDI. La stratégie prévoyait qu'en 2022, le Maroc atteigne la 113e place au niveau mondial et la 14e en Afrique, alors qu'il est finalement parvenu à la 101e place. Elle fixe ensuite comme objectifs la 85e place mondiale et la 6e place africaine en 2026, puis la 50e place mondiale et la 1re place en Afrique en 2030.

Le développement de l'économie numérique et la production de solutions numériques marocaines constituent le deuxième axe prioritaire. La stratégie vise à positionner le pays comme un hub majeur de l'externalisation et comme exportateur de solutions numériques. Les recettes issues des exportations numériques devraient atteindre 15,8 milliards de dirhams en 2022 (1,5 milliard de dollars), 25 milliards de dirhams en 2026 (2,7 milliards de dollars) et 40 milliards de dirhams d'ici 2030 (4 milliards de dollars).

Les projections en matière de création d'emplois dans le secteur s'établissent à 130 000 postes en 2022, 190 000 en 2026 et 270 000 en 2030. À l'heure actuelle, le nombre de diplômés annuels

dans les TIC s'élève à 18 000, avec un déficit annuel de 22 000 personnes pour atteindre l'objectif de 240 000 spécialistes des TIC à l'horizon 2030. Les développeurs tendent à partir vers les pays du Golfe, où les rémunérations proposées sont supérieures de 40 à 60 %.³⁴

L'élargissement de l'écosystème des start-up figure également parmi les priorités. Le nombre de start-up marocaines devrait

passer de 380 en 2022 à 1 000 en 2026, puis à 3 000 en 2030. Pour accompagner cette évolution, une hausse des levées de fonds est jugée nécessaire, de 260 millions de dirhams en 2022 (2,7 millions de dollars) à 2 milliards de dirhams en 2026 (213 millions de dollars), puis à 7 milliards de dirhams en 2030 (747 millions de dollars). Par ailleurs, l'écosystème est censé gagner en maturité avec l'émergence d'entreprises à forte croissance. Alors qu'aucune Gazelle, c'est-à-dire une start-up réalisant plus de 5 millions de dollars de chiffre d'affaires et affichant une croissance de 10 à 20 % sur trois ans, ni aucune Licorne, soit une start-up valorisée à 1 milliard de dollars, n'était recensée en 2022, la stratégie prévoit 10 Gazelles d'ici 2026 et 1 à 2 Licornes d'ici 2030.

Le développement des infrastructures de télécommunications constitue également un axe majeur de la stratégie. Le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration prévoit d'étendre la couverture 5G à 25 % de la population d'ici 2026, puis à 70 % d'ici 2030. Cette extension concernera en priorité les villes accueillant des événements liés à la Coupe du monde 2030. En parallèle, la deuxième phase du Plan national pour le développement du haut débit (PNHD2) devrait permettre de raccorder 6 300 sites publics et d'équiper 5,6 millions de foyers en fibre optique d'ici 2030.

34 Mordor Intelligence. Morocco Ict Market Size & Share Analysis - Growth Trends And Forecast (2026 - 2031). URL: <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/morocco-ict-market>



Stratégie nationale de cybersécurité 2030

La Stratégie nationale de cybersécurité 2030 du Maroc³⁵ a été adoptée en 2024 et élaborée par la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information. Selon le document, le pays est confronté à un ensemble de cybermenaces, parmi lesquelles les rançongiciels, les attaques par déni de service distribué (DDoS) et l'ingénierie sociale.

La stratégie repose sur quatre piliers principaux.

- 1) Gouvernance : renforcer les cadres juridiques et institutionnels pour améliorer la coordination

Dans ce cadre, le gouvernement entend consolider l'architecture juridique et réglementaire en matière de cybersécurité, ainsi qu'améliorer la coordination et le partage de données entre les principaux acteurs, afin de garantir la sécurité des infrastructures critiques d'information (CII).

- 2) Sécurité et résilience: protéger les infrastructures critiques et garantir des mesures de cybersécurité robustes

Pour atteindre cet objectif, il est jugé essentiel de s'appuyer sur des politiques et des décisions fondées sur les données, tout en renforçant les capacités nationales de prévention, de gestion et de réponse rapide aux incidents et aux crises cyber.

- 3) Renforcement des capacités et sensibilisation: développer l'éducation, la formation et la sensibilisation afin de consolider l'expertise

Dans le cadre de ce pilier, les priorités portent sur la diffusion d'une culture de la cybersécurité à l'échelle de la société, l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre dans ce domaine et le développement de l'écosystème national de cybersécurité afin de stimuler l'innovation.

- 4) Coopération régionale et internationale: promouvoir la coopération nationale et internationale face aux cybermenaces

Parmi les priorités figurent la participation aux forums internationaux, le renforcement du positionnement du Maroc aux niveaux régional et international dans le domaine de la cybersécurité, ainsi que l'intensification de la coopération bilatérale en matière de partage d'informations et de développement des capacités.

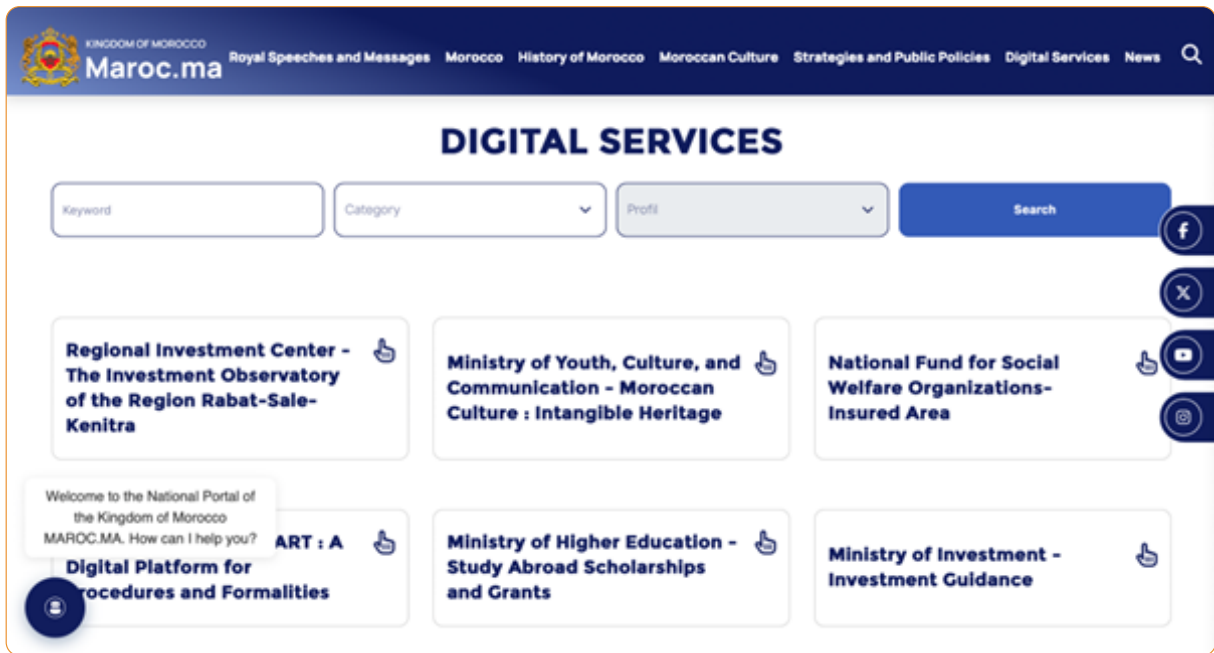
Guichet unique pour l'accès aux services gouvernementaux

Le Portail national du Royaume du Maroc, MAROC.MA³⁶, fait office de point d'accès unifié aux services publics numériques. Développé par le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, il est également disponible sous forme d'application mobile. Les services y sont classés par ministère, chaque département correspondant à un organisme fournisseur de services. Certains services sont accessibles directement sur le portail, tandis que la majorité redirige les usagers vers le site du ministère compétent. Parmi les services et ressources proposés figurent notamment le guichet électronique du casier judiciaire, l'espace d'accès à l'ensemble des services destinés aux bénéficiaires d'une pension versée par le RCAR, le site de demande de passeport biométrique, la demande d'acte de naissance, entre autres. Le portail comprend plus de 50 liens vers d'autres sites gouvernementaux et portails de services en ligne. Par ailleurs, la direction e-Gov³⁷ de l'Agence de développement du digital (ADD) est chargée de faire progresser les services numériques au sein de l'administration, ce qui pourrait, à terme, inclure d'éventuelles initiatives de vote électronique.

³⁵ Stratégie nationale de cybersécurité 2030. URL: https://www.dgssi.gov.ma/sites/default/files/publications/pdf/2024-10/Strat%C3%A9gie%20Nationale%20de%20Cybers%C3%A9curit%C3%A9%202030_1.pdf

³⁶ Portail national du Royaume du Maroc. URL: <http://MAROC.MA>

³⁷ Direction e-Gov. URL: <https://www.add.gov.ma/direction-e-gov>



Source: Portail national du Royaume du Maroc³⁸

Selon Amal El Fallah Seghrouchni, ministre déléguée chargée de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, le portail a vocation à regrouper 650 services en ligne répartis en trois volets. Le premier, destiné aux citoyens, doit proposer plus de 300 services, notamment la demande de documents d'identité, l'accès à l'état civil numérique et le suivi des prestations sociales via le Registre social unifié (RSU).³⁹ Les entreprises devraient également bénéficier de plus de 200 outils, notamment pour la création d'entreprise en 72 heures, le dépôt de brevets et l'accès au guichet unique PortNet pour les opérations commerciales transfrontalières. Pour les administrations, le portail doit intégrer des modules de gestion des ressources humaines, de passation électronique des marchés publics et de tableaux de bord de performance en temps réel.

Une version modernisée du portail, Idarati X.0, est actuellement en cours de développement.⁴⁰ En février 2026, le Maroc a signé huit protocoles d'accord en appui à son lancement.

Ce nouveau portail doit simplifier les parcours usagers, centraliser les interactions entre les citoyens et l'administration et intégrer la protection des données ainsi que la cybersécurité dès la phase de conception. Le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration en est le principal maître d'œuvre, tandis que la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel constitue l'interlocuteur institutionnel principal. Parmi les autorités associées au projet dans le cadre de ces protocoles d'accord figurent le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, le ministère du Transport et de la Logistique, la Caisse nationale de sécurité sociale, l'Agence nationale de la sécurité routière, ainsi que l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie.

Le portail sera structuré autour d'un portefeuille numérique national, qui permettra aux citoyens d'accéder à différents services à partir d'une interface unique reliée à la carte nationale d'identité électronique. Des entreprises spécialisées dans

38 Portail national du Royaume du Maroc. URL: <http://MAROC.MA>

39 We are tech Africa. Morocco's e-Services Portal to Launch Next Week. URL: <https://www.wearotech.africa/en/fils-uk/news/tech/moroccos-e-services-portal-to-launch-next-week>

40 Ecofin Agency. Morocco Launches Next-Generation E-Government Platform Idarati X.0. URL: <https://www.ecofinagency.com/news-digital/1302-52886-morocco-launches-next-generation-e-government-platform-idarati-x-0>

les solutions d'identité numérique, iDAKTO⁴¹ et ShareID⁴², toutes deux basées en France et actives dans les domaines de la vérification d'identité et de la cybersécurité pour le secteur public, participent également à cette dynamique.

Le Portail national des procédures et formalités administratives «**Idarati**» («mon administration» en arabe) a été lancé en 2021 en tant que

plateforme nationale fournissant des informations sur les procédures administratives et les services d'e-gouvernement disponibles en ligne. Le portail a été développé dans le cadre d'une coopération entre plusieurs autorités publiques, à savoir le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration, ainsi que son Département de la Réforme de l'administration, le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Économie



Source: Idarati (page principale)⁴³



Source: Idarati (page principale)⁴⁴

41 IDAKTO. URL: <https://www.idakto.com/our-mission/>
 42 ShareID. URL: <https://www.shareid.ai>
 43 Idarati. URL: <https://idarati.ma/>
 44 Idarati. URL: <https://idarati.ma/>

verte et numérique, l'Agence de développement du digital (ADD) et l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT).

Le site fournissait des informations dans six domaines, dont l'emploi, la santé et les affaires sociales. En 2026, le portail n'est plus accessible en raison des développements en cours et du lancement prévu d'une version modernisée.

Identification et biométrie

En septembre 2020, le Maroc a introduit la Carte nationale d'identité électronique (CNIE) et, par l'intermédiaire de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), a lancé une plateforme numérique dédiée permettant aux citoyens de remplir en ligne les formulaires de pré-demande et de prendre rendez-vous pour obtenir ou renouveler leur CNIE.⁴⁵ À la fin de l'année 2020, le portail avait

enregistré 4,7 millions de visites.⁴⁶ Il ne semble pas exister de données publiques précises sur la part des citoyens détenteurs d'une CNIE. En revanche, 3,7 millions de cartes ont été délivrées en 2025.⁴⁷

Les cartes contiennent des données biométriques, notamment les empreintes digitales et les données de reconnaissance faciale, stockées sur des puces sécurisées. Une authentification NFC peut être utilisée via des smartphones ou des lecteurs pour permettre l'accès à distance à certains services. Elles sont délivrées, sans condition d'âge, à tout citoyen marocain qui en fait la demande, sauf décision judiciaire contraire. Avec les passeports biométriques, l'administration marocaine a mis en place des cartes nationales d'identité électroniques qui ont sensiblement simplifié les procédures administratives d'obtention de certains documents, notamment le certificat de résidence. Le développement des cartes nationales d'identité biométriques du Maroc a été mené en partenariat avec IDEMIA, entreprise privée française spécialisée dans les solutions de sécurité liées à l'identité.⁴⁸

Source: Site du ministère de l'Intérieur, plateforme Passeport⁴⁹

45 CNIE platform. URL: <https://www.cnie.ma/>

46 MAP Express. L'année 2020 : Mise en place de projets structurels ayant un lien direct avec les questions de sécurité dans ses dimensions de service (DGSN). URL: <https://www.mapexpress.ma/actualite/societe-et-regions/annee-2020-mise-en-place-projets-structurels-lien-direct-les-questions-securite-ses-dimensions-service-dgsn/>

47 Le matin. Plus de 3,6 millions de cartes nationales d'identité électronique délivrées en 2025 (DGSN). URL: <https://lematin.ma/nation/plus-de-36-millions-de-cnies-delivrees-en-2025-dgsn/319608>

48 IDEMIA. URL: <https://www.idemia.com/>

49 Ministry of the Interior website, Passeport platform. URL: <https://www.passeport.ma/>



ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA COOPÉRATION AFRICAINE
ET DES MAROCAINS RÉSIDANT À
L'ÉTRANGER

PRESTATIONS CONSULAIRES ANNUAIRE CONSULAIRE INFOS CONSULAIRES FR

Certificat de nationalité marocaine pour les enfants nés de mère marocaine et de père étranger

Accueil > Prestations consulaires > Famille et Mariage >
Certificat de nationalité marocaine pour les enfants nés de mère marocaine et de père étranger

Présentation Pièces à fournir Procédure Droits de chancellerie

BESOIN D'AIDE ?

Numérisation de l'état civil

Le Registre social unifié (RSU) est un système national d'information conçu pour enregistrer les ménages souhaitant bénéficier de programmes d'aide sociale gérés par les administrations publiques, les collectivités territoriales et les personnes morales de droit public. Il suit déjà 8,5 millions de bénéficiaires au moyen d'algorithmes d'éligibilité fondés sur l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, il existe un site spécialisé permettant de prendre rendez-vous en ligne pour des services

consulaires, notamment pour le dépôt d'une demande de certificat de nationalité marocaine par les membres de la diaspora.

e-Taxes

Le Maroc est en passe de devenir l'un des pays les plus avancés du continent africain en matière de paiements effectués via les systèmes d'e-Tax.⁵⁰ Le site de la Trésorerie générale du Royaume (TGR)⁵¹ permet aux contribuables de déposer leurs déclarations fiscales, de régler les frais

BIENVENUE SUR LE PORTAIL E-SERVICES DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

Portail TGR Français Connexion Inscription

A TRAVERS CET ESPACE PERSONNEL, VOUS POUVEZ EN TANT QUE:

- UTILISATEUR**
 - Créer votre compte (Voir guide)
 - Réinitialiser votre mot de passe ou Récupérer votre login
 - Changer votre mot de passe (Voir guide)
 - Changer votre mail (Voir guide)
 - Dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité, nous vous invitons à activer l'authentification à deux facteurs (2FA). Pour plus de détails, veuillez consulter le guide d'activation et d'utilisation disponible ici.
- CONTRIBUABLE DE TAXES TERRITORIALES**
 - Déposer les déclarations relatives aux fiscalités territoriales (Voir guides)
 - Payer les droits relatifs aux taxes déclaratives (Voir guide)
 - Consulter l'historique des télédéclarations et des télépaiements
- DESTINATAIRE D'ATTESTATION**
 - Vérifier l'authenticité des documents de La Trésorerie Générale du Royaume à travers le chargement d'une copie en scannant le code QR figurant au bas de la pièce via un téléphone mobile ou en saisissant le code de vérification
- FONCTIONNAIRE**
 - Créer inscription fonctionnaire (Voir guide)
 - Consulter et Suivre vos situations et dossiers administratifs , éditer le bulletin de paie, l'attestation de salaire.

Source: Portail des e-services de la Direction générale des impôts⁵⁰

50 Portail des e-services de la Direction générale des impôts. URL: <https://eservices.tgr.gov.ma/my/dashboard>

51 Trésorerie générale du Royaume. URL: <https://www.tgr.gov.ma/wps/portal>

correspondants et de vérifier l'authenticité des documents fiscaux au moyen d'un smartphone et d'un lecteur de QR code. En outre, la Direction générale des impôts (DGI)⁵² a lancé une initiative visant à rendre la facturation électronique obligatoire pour l'ensemble des entreprises d'ici 2026, dans le but d'accroître l'efficacité et la transparence des opérations.

Bien qu'une transaction sur trois soit désormais réalisée par voie numérique⁵³ et que le nombre de portefeuilles électroniques continue d'augmenter, atteignant 13,7 millions en décembre 2025⁵⁴, le volume total de liquidités en circulation au Maroc demeure élevé. Il représente environ 30 % du PIB, soit 157 milliards de dollars.⁵⁵

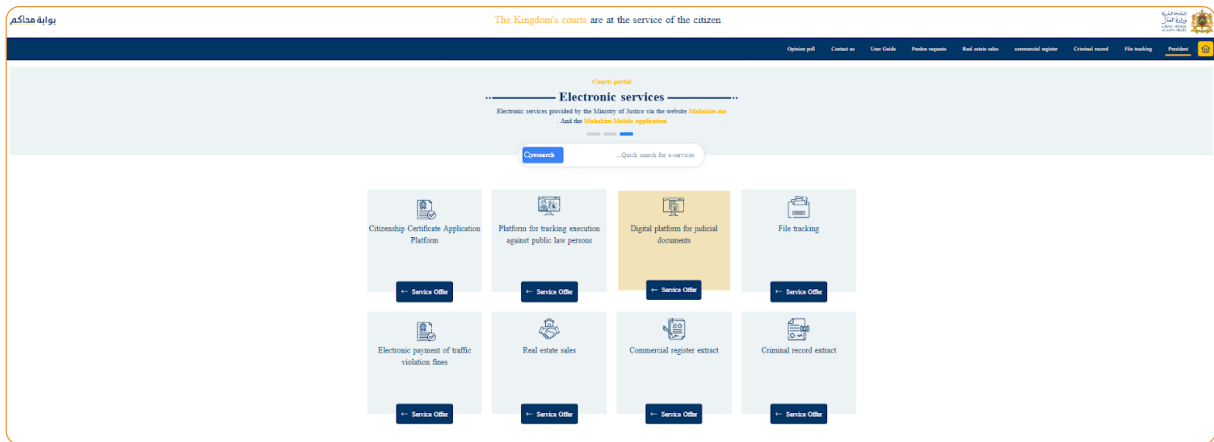
e-Justice

En janvier 2024, le ministère de la Justice a annoncé le lancement d'une plateforme numérique⁵⁶ dédiée à la gestion des demandes de nationalité, permettant aux citoyens de déposer leurs dossiers en ligne et d'en suivre l'avancement, ce qui

contribue à réduire les délais de traitement et à renforcer la transparence.

La coopération internationale progresse également dans ce domaine. En octobre 2025, le Maroc et la Mauritanie ont signé un programme 2026-2027 destiné à soutenir la transformation numérique du secteur de la justice.⁵⁸ Ce partenariat porte principalement sur les infrastructures numériques, le déploiement de services judiciaires électroniques, la formation continue des personnels de justice ainsi que l'adaptation du cadre législatif aux nouvelles technologies.

Parmi les projets prioritaires de modernisation de la justice pour 2026, une attention particulière est accordée au déploiement du système civil SAJ2 pour la gestion des affaires au niveau de la Cour de cassation, ainsi qu'à la mise en place d'un portail public des ventes judiciaires, à la numérisation des certificats d'apostille et au renforcement des investissements en matière de cybersécurité et d'interopérabilité avec les institutions partenaires, notamment les banques et les compagnies d'assurance.⁵⁹



Source: Plateforme Mahakim⁵⁷

52 Direction générale des impôts. URL: <https://rtcsuite.com/morocco-digital-leap-mandatory-e-invoicing-set-for-2026-what-you-need-to-know/>
 53 Atalayar. URL: <https://www.atalayar.com/en/articulo/economy-and-business/morocco-expands-payment-services/20250120080000209939.html>
 54 Challenge. Paiement mobile: le Maroc franchit un cap stratégique dans l'inclusion financière. URL: <https://www.challenge.ma/paiement-mobile-le-maroc-franchit-un-cap-strategique-dans-linclusion-financiere-314408/>
 55 Challenge. Le cash fait de la résistance au Maroc. URL: <https://www.challenge.ma/le-cash-fait-de-la-resistance-au-maroc-315574/#respond>
 56 Plateforme Mahakim. URL: <http://mahakim.ma/>
 57 Plateforme Mahakim. URL: <http://mahakim.ma/>
 58 Express TV. Morocco and Mauritania Sign Work Program for the Digital Transformation of the Justice System 2026-2027. URL: <https://en.expresstv.ma/2025/10/morocco-and-mauritania-sign-work-program-for-the-digital-transformation-of-the-justice-system-2026-2027/>
 59 Le matin. Justice : le PLF 2026 consolide la réforme et accélère la digitalisation. URL: <https://lematin.ma/nation/justice-le-plf-2026-consolide-la-reforme-et-accelere-la-digitalisation/309121>



Éducation

Depuis 1999, le Maroc accorde une importance particulière à l'intégration des TIC dans le système éducatif. Cette même année, le pays a lancé le Programme d'urgence pour l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.

En mars 2005, le ministère de l'Éducation nationale a adopté une stratégie visant à promouvoir un usage plus large des TIC dans l'enseignement public. Sa mise en œuvre dans l'enseignement primaire et secondaire devait contribuer à élargir l'accès aux équipements, aux services et aux contenus numériques adaptés à plus de 22 % de la population du Royaume du Maroc.

Le programme GENIE, pour Généralisation des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement⁶⁰, s'inscrit dans le cadre de cette stratégie. Lancé au début de l'année 2006 puis révisé en 2009, ce programme, qui couvre l'ensemble des établissements scolaires du Maroc, s'articule autour de quatre grands volets. Il comprend le développement des infrastructures, avec l'installation d'environnements multimédias connectés à Internet, la formation des enseignants, à travers plusieurs modules destinés aux inspecteurs, aux directeurs d'établissement et aux enseignants, la production de ressources numériques, notamment par la création d'une bibliothèque numérique nationale et d'un portail national des TIC, ainsi que le développement des usages, grâce à un appui technique apporté aux utilisateurs.

Le programme Nafida, lancé par la Fondation Mohammed VI, réseau de fondations à but non lucratif placé sous l'égide du roi Mohammed VI, vise à améliorer l'accès des enseignants marocains aux TIC.⁶¹ Lancé en mai 2008, Nafida 1 avait permis à 150 000 professionnels d'acquérir des

ordinateurs et des abonnements à Internet à la fin de l'année 2012. Son budget total s'élevait à environ 430 millions de dirhams marocains (55,5 millions de dollars). Nafida 2 a été lancé le 9 juin 2021 dans le cadre du plan d'action 2018-2028 de la fondation. Cette deuxième édition prévoit des subventions pouvant aller jusqu'à 2 000 dirhams marocains pour l'achat d'un ordinateur (227 dollars), ainsi que des services Internet et mobiles à tarif réduit, avec une baisse de 25 % par rapport aux tarifs publics pour les abonnements à l'Internet haut débit. Le budget total alloué s'élève à 300 millions de dirhams marocains (34 millions de dollars). En juin 2024, soit trois ans après son lancement, Nafida 2 avait dépassé les 100 000 bénéficiaires.⁶² Aucune donnée publique plus récente ne semble disponible sur leur nombre exact. Le programme vise toutefois à subventionner l'équipement informatique de 150 000 membres.⁶³

En 2020, le Maroc a mis en place une plateforme d'enseignement à distance appelée TelmidTICE afin d'offrir aux élèves des possibilités d'apprentissage en ligne.⁶⁴ Disponible en arabe et en français, cette plateforme a été lancée par le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et de la Recherche scientifique. TelmidTICE propose un ensemble de fonctionnalités, dont des cours interactifs, des vidéos et des exercices pratiques. Les enseignants peuvent également l'utiliser pour créer et gérer des classes virtuelles, attribuer des devoirs et suivre les progrès des élèves. La plateforme est accessible à l'ensemble des élèves du Maroc depuis différents types d'appareils, notamment les smartphones, les tablettes, les ordinateurs portables et les ordinateurs de bureau. Elle s'est révélée particulièrement utile pendant la pandémie de Covid-19, lorsque les établissements scolaires étaient fermés et que les élèves devaient recourir à l'enseignement en ligne.

60 ANRT. Programme GENIE. URL: <https://www.anrt.ma/en/missions/service-universel/genie>

61 Nafida programme. URL: <https://fm6education.ma/nafida2/>

62 MAP Business. Nafida 2: Le nombre de bénéficiaires franchit le cap de 103.000 personnes. URL: <https://www.mapbusiness.ma/a-la-une/nafida-2-le-nombre-de-beneficiaires-franchit-le-cap-de-103-000-personnes>

63 Médias24. Education: coup d'envoi du programme Nafida. URL: <https://medias24.com/2021/06/11/education-coup-denvoi-du-programme-nafida-2/#:~:text=Le%20programme%20Nafida%202%20vise%2C%20d'une%20part%2C,subventionner%20l'%C3%A9quipement%20de%20150.000%20adh%C3%A9rents%20en%20ordinateurs>

64 Plateforme TelmidTICE. URL: <https://soutiensco.men.gov.ma/Home/HomeNiveau?cycle=2A>

The screenshot shows the TelmidTICE website interface. At the top, there is a header with the Moroccan coat of arms, the text 'المملكة المغربية' (Kingdom of Morocco), 'وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي' (Ministry of National Education, Vocational Training, Higher Education and Scientific Research), and the TelmidTICE logo with the tagline 'Soutien Scolaire'. Below the header, the page is organized into three main sections: 'التعليم الإبتدائي' (Primary Education), 'التعليم الإعدادي' (Secondary Education), and 'التعليم التأهيلي' (Vocational Education). Each section contains buttons for different levels: Primary (1st, 2nd, 3rd, 4th, 5th, 6th), Secondary (1st, 2nd, 3rd), and Vocational (1st, 2nd, Shared).

Source: TelmidTICE (page principale)⁶⁵

En 2022, le ministère marocain de la Jeunesse a annoncé la création d'une bibliothèque numérique regroupant plus de 36 000 ouvrages, accessibles gratuitement à l'ensemble des citoyens.⁶⁶ Les livres y sont classés par tranche d'âge et par thématique. Chaque semaine, la bibliothèque numérique doit être enrichie de nouveaux titres publiés par plus de 400 auteurs. Selon le ministère, cette bibliothèque a été conçue afin de diversifier les services numériques proposés par les médiathèques et de contribuer à une adoption plus large des nouveaux standards technologiques dans le secteur de l'édition.

Santé

En 2018, le ministère de la Santé a lancé un programme national de télémédecine afin d'améliorer l'accès à des soins de santé abordables et de qualité, en particulier pour les populations rurales mal desservies.⁶⁷ Structurée autour d'une plateforme électronique intégrée, cette initiative visait à étendre l'offre de services de santé aux zones éloignées. La télémédecine est également restée inscrite dans la stratégie 2025 du ministère de la Santé.

⁶⁵ Plateforme TelmidTICE. URL: <https://soutiensco.men.gov.ma/Home/HomeNiveau?cycle=2A>

⁶⁶ We are tech Africa. Morocco launches free over 36,000-books digital library. URL: <https://www.wearotech.africa/en/fils-uk/news/tech/morocco-launches-free-over-36-000-books-digital-library>

⁶⁷ Inequality solutions portal. Telemedicine: accessible healthcare for rural communities in Morocco (2018-ongoing). URL: https://www.sdg16.plus/policies/telemedicine-for-rural-communities-morocco/#_ftn1

L'adoption des dossiers médicaux électroniques (EMR)⁶⁸ est en cours dans plusieurs établissements de santé au Maroc. À titre d'exemple, le système HOSIX, développé par l'entreprise espagnole SIVSA, est utilisé depuis 2009 dans certains hôpitaux publics. Il intègre différents modules couvrant à la fois les fonctions cliniques et administratives, notamment les dossiers médicaux, la pharmacie, le laboratoire, la radiologie, les blocs opératoires, les services d'urgence, la facturation et la prise de rendez-vous.

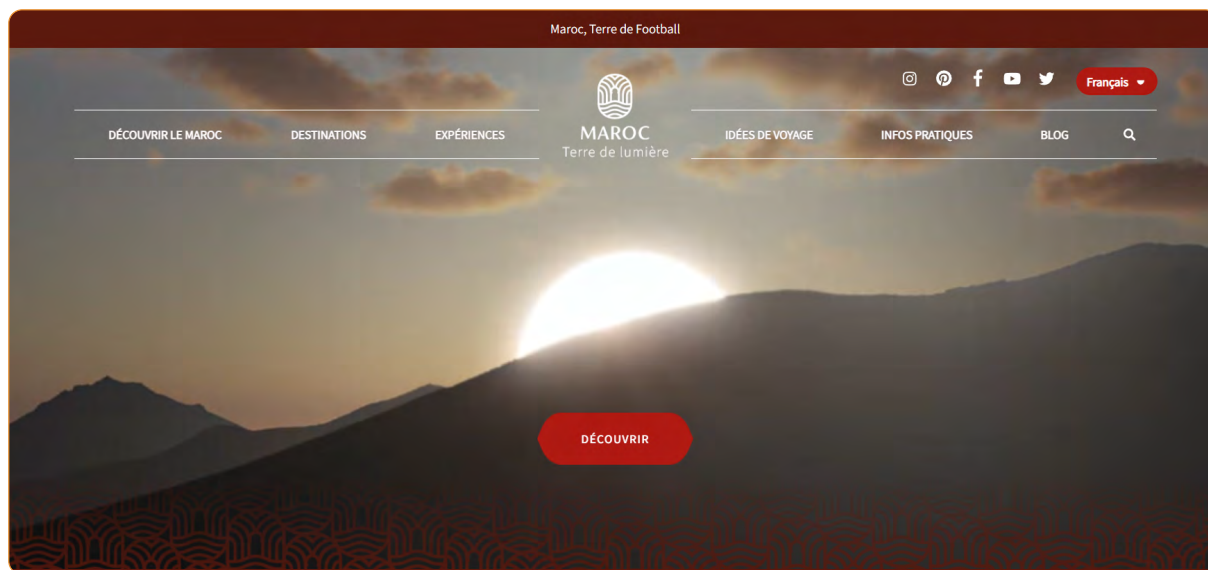
Plusieurs plateformes numériques ont également été développées afin de faciliter la prise de rendez-vous médicaux en ligne et d'améliorer ainsi l'accès aux soins.⁶⁹ Fondée en 2014, l'entreprise privée DabaDoc permet aux patients de rechercher des professionnels de santé à proximité et de réserver un rendez-vous. L'initiative privée Odocteur, lancée en 2021, propose également un service de prise de rendez-vous en ligne avec des spécialistes, des médecins généralistes et d'autres professionnels de santé.⁷⁰

Tourisme

L'une des principales initiatives dans le secteur du tourisme réside dans le développement d'un portail national du tourisme⁷¹, conçu comme un guichet unique à destination des voyageurs recherchant des informations et des services relatifs aux déplacements, à l'hébergement et aux activités dans le pays. Le portail propose plusieurs fonctionnalités, notamment un système de réservation et de paiement en ligne, des cartes interactives ainsi que des visites virtuelles des sites touristiques.

Agriculture

Le ministère de l'Agriculture développe activement une stratégie globale de transformation numérique couvrant l'ensemble de l'écosystème agricole. La stratégie Génération Green 2020-2030 place l'innovation et la durabilité au cœur du développement agricole.⁷³ En 2022, le ministère de l'Agriculture a engagé l'élaboration d'une feuille de route stratégique



Source: Portail national du tourisme (Visit Morocco)⁷²

68 Electronic Medical Records. URL: <https://bmchealthservs.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12913-025-12438-w?>

69 Tracxn. Healthcare Booking Platforms Startups in Morocco. URL: https://tracxn.com/d/explore/healthcare-booking-platforms-startups-in-morocco/___Qlcr59qa4JprNYQ9APrPQwPPMDtFEQF3TjobY24foEM/companies

70 Odocteur. URL: <https://www.morocoworldnews.com/2021/12/52150/digital-platform-launches-online-appointment-booking-in-morocco/>

71 Portail national du tourisme (Visit Morocco). URL: <https://www.visitmorocco.com/en>

72 Portail national du tourisme (Visit Morocco). URL: <https://www.visitmorocco.com/en>

73 Climate Change Laws. Generation Green 2020-2030. URL: https://climate-laws.org/document/generation-green-2020-2030_f632

spécifiquement conçue pour amorcer la révolution numérique dans le secteur agricole. Cette initiative couvre à la fois les entités institutionnelles et les exploitations agricoles sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Le ministère a alloué un budget supérieur à 4,5 millions de dirhams (448,7 milliers de dollars) à une étude préparatoire destinée à définir les orientations stratégiques de la transformation numérique du secteur, y compris sa vision à moyen et à long terme, les programmes prioritaires et les cas d'usage, le modèle de gouvernance, le calendrier de mise en œuvre et l'estimation des coûts.⁷⁴

Le Maroc s'est fixé des objectifs ambitieux dans le cadre de sa stratégie d'agriculture numérique. D'ici 2030, le pays prévoit de connecter au moins 2 millions d'agriculteurs à des plateformes de services numériques.

Par ailleurs, l'agritech marocaine voit émerger un écosystème de start-up répondant aux besoins numériques du secteur agricole. À titre d'exemple, SOWIT, entreprise privée fondée au Maroc en 2018 et également présente au Sénégal, en Tunisie et en France, développe des applications mobiles fournissant aux agriculteurs des données de précision sur l'irrigation, la fertilisation et les rendements, grâce à des capteurs et à l'intelligence artificielle.⁷⁵ Arwa Solutions, entreprise privée fondée au Maroc en 2022, est spécialisée dans la gestion de l'irrigation au moyen d'applications mobiles connectées à des capteurs installés sur le terrain.⁷⁶ En 2019, l'entreprise marocaine privée AgriBusiness Media a lancé la plateforme AgriBusiness, permettant aux agriculteurs marocains de commercialiser leurs produits agricoles, leurs équipements, leurs terres et leurs exploitations.

Le gouvernement marocain a également lancé le Pôle digital de l'agriculture, de la forêt et de l'Observatoire de la sécheresse, un hub numérique centré sur la modernisation interne, la promotion

de l'investissement dans l'Agriculture 4.0 et la coordination de la gouvernance de la transformation numérique dans le secteur agricole.⁷⁷

e-Élections

En avril 2025, le Maroc avait mis en place des mécanismes de vote électronique au sein de certaines institutions publiques, notamment à la Chambre des conseillers, chambre haute du Parlement, qui a adopté le vote électronique à distance pour les séances législatives en mai 2020. Il n'existe toutefois pas de site gouvernemental dédié exclusivement à des services de vote électronique accessibles au grand public.

Parmi les évolutions numériques les plus récentes des procédures électorales marocaines figurent l'inscription en ligne sur les listes électorales et le dépôt électronique des candidatures, introduits dans le cadre du paquet de réformes de 2025 en amont des élections législatives de 2026. En particulier, le projet de loi n° 55.25, modifiant la loi n° 57.11 relative aux listes électorales générales, aux référendums et à l'utilisation des médias audiovisuels publics pendant les campagnes, prévoit que les demandes d'inscription et de transfert puissent être soumises soit par écrit, soit via un portail électronique dédié, les demandeurs devant fournir une adresse électronique valide pour recevoir les notifications.⁷⁸ Les mêmes dispositions s'appliquent aux Marocains résidant à l'étranger, qui peuvent déposer leurs demandes par l'intermédiaire des ambassades et des consulats. La numérisation concerne également l'enregistrement des candidatures. Pour les élections à la Chambre des représentants prévues le 23 septembre 2026, les candidatures doivent être déposées par le biais d'une plateforme électronique dédiée, ainsi qu'auprès des sièges des wilayas et des préfectures, entre le 31 août et le 9 septembre 2026.⁷⁹

74 Le matin. Agriculture : Une stratégie de transformation digitale en gestation. URL: <https://lematin.ma/express/2022/agriculture-strategie-transformation-digitale-gestation/379560.html>

75 SOWIT. URL: <https://sowit.co/>

76 Arwa Solutions. URL: <https://arwasolutions.com/>

77 Pôle digital de l'agriculture, de la forêt et de l'Observatoire de la sécheresse. URL: <https://poledigital.ma/>

78 SNRT News. Réforme électorale: ce qui va changer concrètement. URL: <https://snrtnews.com/fr/article/reforme-electorale-ce-qui-va-changer-concretement-140079>

79 Le 360. Législatives 2026: le calendrier électoral dévoilé par le ministre de l'Intérieur. URL: https://fr.le360.ma/politique/legislatives-2026-le-calendrier-electoral-devoile-par-le-ministre-de-linterieur_OUGVUXTYFRGATOEDTBSZTWDZWU/

Services G2B

Le portail Startup Hub, lancé en 2019 à Rabat, a été mis en place par l'Agence de développement du digital (ADD).⁸⁰ Grâce à cette plateforme, les jeunes entreprises innovantes peuvent soumettre leur candidature et être référencées sur le portail. Les start-up remplissant les critères d'éligibilité, à savoir moins de huit ans d'existence, une immatriculation légale au Maroc et une spécialisation dans les nouvelles technologies et l'innovation, déposent leur demande auprès de l'Agence de développement du digital afin d'obtenir le label Jeunes Entreprises Innovantes (JEI). Ce label ouvre l'accès à des facilités accordées par l'Office des changes, notamment jusqu'à 2 millions de dirhams par an (220 milliers de dollars) pour les importations liées au commerce électronique de services associés, tels que l'hébergement cloud, les API ou les outils SaaS, via des cartes bancaires

spécialisées comme Paytec ou EPAY STARTUP, ainsi que pour les investissements à l'étranger dans un cadre de change assoupli.

Les banques marocaines, notamment Attijariwafa Bank, Bank of Africa du groupe BMCE et le Groupe Banque Centrale Populaire, proposent des cartes de paiement spécialisées aux start-up labellisées JEI dans le domaine des nouvelles technologies, certifiées par l'Agence de développement du digital. Celles-ci permettent d'effectuer des paiements en devises pour des services importés à hauteur de 1 million de dirhams par an, dans le cadre des règles de l'Office des changes autorisant jusqu'à 2 millions de dirhams, en s'inscrivant dans la continuité des mesures de labellisation destinées à renforcer la compétitivité grâce à une plus grande facilité d'importation de services de commerce électronique et d'investissement à l'étranger.



Agence de Développement du Digital



Mesure de labélisation des Jeunes Entreprises Innovantes

Dans le cadre des efforts et actions visant à améliorer la compétitivité des Jeunes Entreprises Innovantes (JEI) en nouvelles technologies, des mesures ont été instruites par l'Office des Changes pour permettre à cette catégorie d'entreprises de :

Régler les importations de services liés à leurs activités par cartes de paiement internationales au titre du « Commerce Electronique », à hauteur de **2.000.000**



Source: Portail Startup Hub⁸¹

⁸⁰ Portail Startup Hub. URL: <https://www.startuphub.ma/>

⁸¹ Portail Startup Hub. URL: <https://www.startuphub.ma/>

The screenshot shows the Moroccan Public Markets Portal with a navigation menu on the left and a main content area. The navigation menu includes sections like 'Annonces', 'Consultations', 'Bons de commande', and 'Autres annonces'. The main content area features four large icons for 'Accès Acheteur Public', 'Accès Entreprise', 'Accès Organisme Agréé', and 'Accès Comptable'. Below these is a section titled 'Les derniers appels d'offres' with a table of services.

Travaux	Fournitures	Services	Secteur	Nombre
Travaux de voiries, chemins et pistes				218
Travaux hydrauliques, maritimes et fluviaux				48
Travaux d'assainissement, d'eau potable et de réseaux divers				212
Construction d'ouvrages d'art				56
Travaux d'électricité				155
Aménagement de jardins, d'espaces verts				60
Travaux de construction et d'aménagement				373
Travaux d'installation				57
Terrassements				85
Fondations, injections, parois moulées, sondages et forages				56
Travaux d'étanchéité, isolation, plomberie et menuiserie				52
Travaux de revêtement, plâtrerie et peinture				48
Travaux forestiers				40

Source: Portail des marchés publics⁸²

Marchés publics électroniques

Le Portail marocain des marchés publics⁸³ constitue une plateforme centrale de publication des avis d'appel d'offres et des résultats d'attribution des marchés. Il permet également aux usagers de consulter et de télécharger les dossiers d'appel d'offres. En février 2026, la plateforme de passation électronique des marchés a enregistré 522,6 milliers de visites, selon SimilarWeb.⁸⁴

Douanes

Lancé en 2008 à l'initiative de l'Agence nationale des ports (ANP) et de PortNet S.A., entreprise associée au projet depuis sa création en 2012 et basée à Casablanca, PortNet constitue le guichet unique national du commerce extérieur dans le cadre d'un partenariat public-privé.⁸⁵ La plateforme vise à améliorer le climat des affaires, à dynamiser les échanges commerciaux, à renforcer la compétitivité portuaire et logistique et à stimuler l'innovation en

matière d'e-gouvernement grâce à plus de 120 services entièrement dématérialisés. Elle assure la dématérialisation des procédures d'importation et d'exportation pour plus de 90 000 usagers à l'échelle nationale, qu'il s'agisse d'administrations, d'institutions ou d'entreprises.

PortNet a débuté ses opérations au port de Casablanca en mars 2011, avant d'être étendu en 2012 à l'ensemble des ports commerciaux gérés par l'ANP.⁸⁶ À la fin de l'année 2014, la plateforme est entrée dans une troisième phase marquée par un déploiement national complet reliant l'ensemble des acteurs du commerce extérieur, notamment les douanes, les banques, le ministère du Commerce extérieur et l'Office des changes, ainsi que les importateurs, leur permettant d'effectuer les déclarations d'importation plusieurs semaines avant l'arrivée des marchandises. Depuis 2015, l'ensemble de la documentation liée aux importations est traité exclusivement via cette plateforme.⁸⁷

82 Portail marocain des marchés publics. URL: <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/?lang=fr>

83 Portail marocain des marchés publics. URL: <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/?lang=fr>

84 SimilarWeb. Web Intelligence. URL: <https://pro.similarweb.com/#/digitalsuite/markets/webmarketanalysis/mapping/All/999/1m?webSource=Total>

85 PortNet. URL: <https://www.portnet.ma/web/guichet-unique>

86 International Finance Corporation. PortNet in Morocco: Creating a Strategic Alliance between Port and Foreign Trade Communities for a Competitive Economic Operator. URL: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/811641488802069586/pdf/113167-BRI-IFC-SMART-LESSONS-BRIEF-PUBLIC-20170302T123351-2017-PortNet-in-Morocco-B.pdf>




87 <https://documents1.worldbank.org/curated/en/811641488802069586/pdf/113167-BRI-IFC-SMART-LESSONS-BRIEF-PUBLIC-20170302T123351-2017-PortNet-in-Morocco-B.pdf>




Accueil > Nos services > Nos services à l'import

Nos services à l'import

Une couverture intégrée de la chaîne logistique du commerce extérieur








Préparation préalable

à l'import


- Gestion des titres d'importation
- Demande de franchise douanière
- Demandes d'agrément ANRT
- Demande d'autorisation AMSSNuR



Passage

portuaire aéroportuaire et terrestre

- Gestion de l'escale maritime à l'import
- Suivi des déchargements de conteneurs
- Bon à délivrer Maritime/Aérien/MEAD






Transit à l'import


DUM (Déclaration Unique de marchandise) à l'import

Accueil > Nos services > Nos services à l'export

Nos services à l'export

Une couverture intégrée de la chaîne logistique du commerce extérieur.








Préparation préalable

à l'export


- Gestion de la licence d'exportation



Passage

portuaire aéroportuaire et terrestre

- Gestion de l'escale maritime à l'export
- Suivi de l'embarquement des conteneurs à l'export



Transit à l'export

DUM : Déclaration Unique de marchandise à l'export

Source: Portail des marchés publics⁸²

Government Service Bus

L'Agence de développement du digital (ADD) du Maroc a lancé le cadre général d'interopérabilité GISRE (Governmental Interoperability System of Real-time Exchange), une plateforme d'interopérabilité de l'e-gouvernement destinée à faciliter les échanges de données de manière sécurisée et transparente entre les administrations, les agences et les institutions publiques.⁸⁹ La plateforme est principalement conçue pour un usage interne aux organismes publics marocains et n'est pas accessible au grand public. Opérationnelle depuis 2021, elle a été mobilisée dans plusieurs projets nationaux, notamment le Registre social unifié (RSU), AMO Tadamoun, ainsi que dans les échanges de données entre le système Massar de gestion centralisée de l'information scolaire et son écosystème élargi. La plateforme garantit le partage chiffré des données entre différentes institutions publiques en s'appuyant sur des API permettant de connecter de manière sécurisée les différentes bases de données gouvernementales.

Internet de l'environnement

Le Maroc a mis en place des systèmes numériques de suivi et de prévision météorologiques. Le service météorologique marocain exploite des plateformes numériques telles que Météo Maroc, qui fournit des données météorologiques pour différentes régions du pays.⁹⁰ Ce service propose des prévisions à 15 jours pour des villes comme Casablanca, avec des informations détaillées sur les plages de températures, les niveaux de précipitations et la vitesse du vent.

Le Maroc a également développé son propre réseau d'Observatoires régionaux de l'environnement et du développement durable (OMEDD).⁹¹ Mis en

place dans les différentes régions du pays, ces observatoires gèrent les Systèmes d'information régionaux sur l'environnement (SIRE), qui produisent et diffusent des informations environnementales adaptées aux contextes régionaux.

Depuis sa création en 1977, le Plan Bleu remplit à la fois une fonction d'observatoire de l'environnement et du développement durable et de centre d'analyse systémique et prospective. Sa mission consiste à fournir aux Parties contractantes de la Convention de Barcelone, principal traité régional pour la protection de la Méditerranée, des données, des statistiques et des indicateurs permettant d'évaluer les dynamiques environnement-développement dans la région, ainsi qu'à élaborer des scénarios destinés à appuyer la décision et l'action.

Applications de l'IA

En janvier 2022, Ahmed Réda Chami, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), institution constitutionnelle indépendante créée par le roi Mohammed VI en 2011 et chargée de missions consultatives sur les grandes orientations du développement, les politiques publiques économiques et sociales ainsi que celles relatives au développement durable et à la régionalisation avancée, a plaidé pour l'élaboration d'une politique nationale dédiée à l'intelligence artificielle, en faisant de celle-ci une priorité du projet de transformation numérique.⁹² Il a souligné la nécessité de garantir, dans un délai maximal de trois ans, un accès généralisé à l'Internet haut débit pour l'ensemble de la population, avec une qualité de service satisfaisante et à un coût abordable et compétitif.

En mai 2023, Israël et le Maroc sont convenus de créer un centre de recherche consacré au développement de l'innovation et de l'intelligence artificielle.⁹³ Dans le cadre de sa coopération internationale en matière de déploiement de l'IA, le

⁸⁹ Governmental Interoperability System of Real-time Exchange. URL: <https://gisre.gov.ma/>

⁹⁰ Météo Maroc platform. URL: <http://meteoamaroc.com/>

⁹¹ Regional Observatories for Environment and Sustainable Development (OMEDDs). URL: <https://www.obs.planbleu.org/en/>

⁹² ActuaA. Maroc : Vers la mise en place d'une politique nationale dédiée à l'IA pour accélérer la transformation digitale ? URL: <https://www.actuaia.com/actualite/maroc-vers-la-mise-en-place-d-une-politique-nationale-dediee-a-lia-pour-accelerer-la-transformation-digitale/>

⁹³ Atalayar. Morocco and Israel certify the creation of an AI innovation centre. URL: <https://www.atalayar.com/en/articulo/new-technologies-innovation/morocco-and-israel-certify-the-creation-of-an-ai-innovation-centre/20230525124444185364.html>



Maroc a signé en septembre 2025 un partenariat stratégique avec Mistral AI, entreprise française spécialisée dans l'IA générative, afin de renforcer les capacités locales dans ce domaine à travers la formation, la recherche appliquée et le transfert de connaissances, tout en soutenant les start-up et les projets industriels adaptés aux besoins nationaux.⁹⁴

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie Maroc Digital 2030, le gouvernement prévoit d'allouer 1,3 milliard de dirhams à l'écosystème des

start-up (140 millions de dollars).⁹⁵ Sur ce total, 750 millions de dirhams (81 millions de dollars) doivent être consacrés à des initiatives de venture-building destinées à accompagner les jeunes entreprises innovantes depuis leur création jusqu'à leur phase de croissance. Un montant supplémentaire de 450 millions de dirhams (49 millions de dollars) doit soutenir l'essor du capital-risque afin d'élargir les possibilités d'investissement privé, tandis que 70 millions de dirhams (7,6 millions de dollars) seront mobilisés pour moderniser et étendre le réseau des Technoparks.

Défis



Malgré des progrès remarquables dans le développement des TIC et de l'e-gouvernement, la transformation numérique du Maroc se heurte encore à plusieurs défis structurels. Les plus critiques concernent les insuffisances des infrastructures, les inégalités d'accès au numérique et la fragmentation du cadre juridique et réglementaire.

Au-delà des infrastructures, le déficit de littératie numérique constitue un obstacle majeur. Près de 38 % de la population rurale marocaine est analphabète, les femmes étant particulièrement touchées. Cette situation se traduit par un faible recours aux services numériques et par une certaine réticence à adopter de nouvelles technologies, ce qui freine davantage les efforts de numérisation du pays. Cette difficulté recoupe aussi le manque de personnel qualifié dans le domaine des TIC, devenu d'autant plus préoccupant que le gouvernement s'est fixé pour objectif d'augmenter de 100 000 le nombre d'étudiants et de professionnels disposant de compétences numériques d'ici 2030.

Perspectives



Pour accélérer la transformation numérique du Maroc, une approche globale apparaît indispensable. Le gouvernement fait de l'extension des infrastructures numériques et de la connectivité dans les zones rurales une priorité, à travers des investissements dans le haut débit, la fibre jusqu'au domicile, ainsi que dans les communications par satellite.

L'amélioration de la littératie numérique suppose des interventions ciblées, notamment l'intégration de l'éducation au numérique dans les écoles et les centres publics, ainsi que des programmes de formation ancrés dans les communautés et centrés sur les outils numériques et les services d'e-gouvernement. Des plateformes comme TelmidTICE offrent, à cet égard, une possibilité de renforcer la sensibilisation et d'améliorer le niveau général de compétences numériques dans le pays.

L'amélioration de l'ergonomie des sites publics constitue également un enjeu central, avec un accent particulier sur une conception pensée d'abord pour les usages mobiles, un support multilingue

94 TechAfrica News/ Morocco Signs Strategic AI Partnership with France's Mistral AI. URL: <https://techafrikanews.com/2025/09/12/morocco-signs-strategic-ai-partnership-with-frances-mistral-ai/>

95 Morocco World News. Morocco Commits MAD 1.3 Billion to Boost Startups Under Digital 2030 Strategy. URL: <https://www.morocoworldnews.com/2025/12/27/1730/morocco-commits-mad-1-3-billion-to-boost-startups-under-digital-2030-strategy/>

Parmi les difficultés les plus pressantes figure également la fragmentation du cadre juridique et réglementaire marocain. Si des textes tels que la loi n° 09-08 sur la protection des données à caractère personnel et la loi n° 05-20 relative à la cybersécurité fournissent une base pour la gouvernance numérique, leur mise en œuvre demeure inégale. La faiblesse de la coordination entre les organismes publics engendre des inefficacités et des lourdeurs administratives.

En outre, bien que le transfert transfrontalier de données soit soumis à l'autorisation des autorités compétentes, le Maroc n'a pas encore adopté de réglementation imposant l'hébergement exclusif des données personnelles sur des serveurs localisés sur le territoire national.

en arabe, en français, en amazighe et en anglais, une architecture visuelle unifiée et une interopérabilité fluide entre les différentes plateformes publiques.

La mise en place d'un portail centralisé d'e-gouvernement permettrait en outre de simplifier l'accès à des services tels que l'état civil, les déclarations fiscales ou l'immatriculation des entreprises. Le renforcement du cadre juridique demeure tout aussi essentiel. Cela implique une application effective des lois relatives à la protection des données, la mise en place de dispositifs robustes de cybersécurité et une meilleure coordination institutionnelle afin de réduire la fragmentation réglementaire. En adoptant de telles mesures, le Maroc pourrait réduire la fracture numérique, renforcer la confiance du public dans les services d'e-gouvernement et stimuler plus largement le développement économique et social.

Opportunités de partage des savoirs

Inspirations régionales

Portail de guichet unique

L'une des plateformes d'e-gouvernement les plus avancées et les mieux développées d'Afrique se trouve au Rwanda. Le portail IremboGov propose plus de 100 services numériques, notamment le paiement des impôts, l'enregistrement des entreprises et les demandes d'acte de naissance. IremboGov a été développé dans le cadre d'un partenariat public-privé. Un autre exemple particulièrement abouti est celui d'eCitizen au Kenya, une plateforme numérique de guichet unique permettant d'accéder à des services publics tels que les demandes de passeport ou le dépôt de formulaires fiscaux.

Bonnes pratiques nationales

TIC dans l'éducation

Le Maroc a mobilisé de manière efficace les technologies numériques pour améliorer l'accès à l'éducation à travers la plateforme TelmidTICE, développée en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et de la Recherche scientifique. Cette plateforme bilingue, en arabe et en français, met à la disposition des élèves des cours interactifs, des vidéos pédagogiques et des exercices pratiques, apportant ainsi un soutien important à l'enseignement à distance. Les enseignants peuvent également s'appuyer sur ses ressources pour assurer les cours en ligne. TelmidTICE s'est révélée particulièrement précieuse pendant la pandémie de Covid-19, en permettant la continuité des apprentissages malgré la fermeture des établissements scolaires, démontrant ainsi la capacité du Maroc à répondre efficacement aux perturbations éducatives par des solutions numériques.

Un autre exemple notable est le programme GENIE, qui vise à intégrer les outils numériques dans les écoles marocaines. Il prévoit la mise à disposition de

tablettes, de classes numériques et de formations destinées aux enseignants afin de renforcer la littératie numérique.

Auteurs:

Daria Sukhova,
Pavel Bianki,
Nikolai Golovko

